



**Saint-Symphorien-
d'Ozon**

Nombre de conseillers : 29

Présents : 28

Pouvoir : 1

Absents :

Quorum : 15

MEMBRES PRESENTS :

L'an deux mil vingt-six, le 22 septembre, à 19 heures, le Conseil municipal de la commune de Saint-Symphorien-d'Ozon, dûment convoqué le 16 septembre, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Arnaud DELEU, Maire.

Secrétaire de séance : Quentin BARBET-VERVLIET

Mmes et MM Arnaud DELEU – Quentin BARBET-VERVLIET – Geneviève GLEYNAT – Thibaut DUEZ – Béatrice CHASTEL – Bruno BARAZZUTTI – Sylvie COLOMBET – David ARRAÏS – Nathalie CEDDIA – Pascale LUCARELLI – Philippe TOUZET – Blandine BOST – Gaëlle ROLLY – Loïc JUVIGNY – Fabien CHARRETON – Aurélie WICES-MOREAU – Noémie PROST-PICAZO – Marie GELLY – Mégane ALLÈGRE-DUPONT – Thomas BOST – Alexis GAILLARDIN – René MARTINEZ – Sylvie CARRE – Valérie SPYCKERELLE – Mathieu DUSSERT-BRESSON – Vanessa REVEL – Séverine MORA – Thierry DEVEAUX

POUVOIRS :

Franck SLAWINSKI qui a donné procuration à Loïc JUVIGNY

OBJET : SOLIDARITÉ EN FAVEUR DES COMMUNES SINISTRÉES SUITE AUX INCENDIES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,

Au cours de l'été 2026, plusieurs départements français ont été touchés par des incendies d'une ampleur exceptionnelle, occasionnant d'importants dommages et affectant durablement de nombreuses communes.

Face à cette situation, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) a lancé, le 27 juillet 2026, un appel à la mobilisation des communes et intercommunalités afin de soutenir les territoires sinistrés.

Dans le prolongement de cette mobilisation, l'AMF a ouvert, le 30 juillet 2026, un fonds de soutien d'urgence dénommé « AMF Aides sinistres », destiné spécifiquement aux communes touchées par les incendies.

Les contributions recueillies dans le cadre de ce fonds ont vocation à accompagner les communes sinistrées afin de contribuer notamment à la continuité de leur fonctionnement, à la remise en état de leurs équipements et à l'assistance aux populations.

L'AMF précise que l'affectation des dons sera réalisée de manière transparente, traçable et collégiale, en lien avec les associations départementales de maires.

Dans ce contexte, et afin de témoigner de la solidarité de la Commune de Saint-Symphorien-d'Ozon envers les communes et populations touchées, il est proposé au Conseil municipal de verser une contribution exceptionnelle d'un montant de 1 100 euros au fonds « AMF Aides sinistres ».

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu l'appel à la mobilisation des communes et intercommunalités lancé par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité le 27 juillet 2026 en faveur des communes sinistrées par les incendies ;

Vu la création, le 30 juillet 2026, par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, du fonds de soutien d'urgence « AMF Aides sinistres » destiné aux communes touchées par les incendies ;

1/2

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-70-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Considérant l'ampleur exceptionnelle des incendies ayant affecté plusieurs territoires au cours de l'été 2026 et leurs conséquences humaines, matérielles et financières ;
 Considérant les difficultés auxquelles sont confrontées les communes sinistrées pour assurer la continuité de leur fonctionnement, remettre en état leurs équipements et accompagner les populations touchées ;
 Considérant la volonté de la Commune de Saint-Symphorien-d'Ozon de participer à l'élan de solidarité entre collectivités territoriales ;
 Il est proposé au Conseil municipal de verser une contribution exceptionnelle d'un montant de **1 100 euros** au fonds « AMF Aides sinistres ».

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- APPROUVE le versement d'une contribution exceptionnelle d'un montant de 1 100 euros au fonds « AMF Aides sinistres », ouvert par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité en faveur des communes sinistrées par les incendies de l'été 2026 ;
- DIT que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au budget communal ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération

■ télétransmis en Préfecture
 Le 24 septembre 2026

■ Date de mise en ligne sur
 le site Internet de la collectivité
 Le 24 septembre 2026



Le Maire,

. Deleu

Arnaud DELEU

Le secrétaire de séance,

Quentin Barbet-Vervliet

Quentin BARBET-VERVLIET

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
 069-216902916-20260922-DELIB2026-70-DE
 Date de télétransmission : 24/09/2026
 Date de réception préfecture : 24/09/2026